

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 octobre 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code de la taxe
sur la valeur ajoutée, instaurant
une responsabilité solidaire pour
le paiement de la TVA pour les opérateurs
d'une interface électronique**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES
N° 158/2021 DU 10 SEPTEMBRE 2021**

Voir:

Doc 55 **1540/ (2020/2021):**

- 001: Proposition de loi de Mme Matz et consorts.
002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 oktober 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek
van de belasting over de toegevoegde waarde,
teneinde de operatoren van een elektronische
interface hoofdelijk aansprakelijk te maken
voor de betaling van de btw**

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGS-AUTORITEIT
NR. 158/2021 DU 10 SEPTEMBER 2021**

Zie:

Doc 55 **1540/ (2020/2021):**

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw Mme Matz c.s.
002: Advies van de Raad van State.

05607

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 158/2021 du 10 septembre 2021

Objet: Demande d'avis concernant une proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, instaurant une responsabilité solidaire pour le paiement de la TVA pour les opérateurs d'une interface électronique (CO-A-2021-154)

Le Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »),
Présent.e.s : Mesdames Marie-Hélène Descamps et Alexandra Jaspar et Messieurs Yves-Alexandre de Montjoye, Bart Preneel et Frank Robben;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande d'avis de la Présidente de la Chambre des représentants, Madame Eliane Tillieux, reçue le 15 juillet 2021 ;

Vu le rapport d'Alexandra Jaspar;

émet, le 10 septembre 2021, l'avis suivant :

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. La Présidente de la Chambre, Madame Eliane Tillieux, a sollicité, le 15 juillet, l'avis de l'Autorité concernant une proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, instaurant une responsabilité solidaire pour le paiement de la TVA pour les opérateurs d'une interface électronique (ci-après « la proposition de loi »)¹.
2. La proposition de loi entend, notamment, obliger les opérateurs d'une interface électronique² à conserver les données nécessaires pour permettre à l'Administration fiscale de contrôler le respect de la législation TVA par les utilisateurs de l'interface électronique. L'article 4 de la proposition de loi prévoit d'introduire un § 7 à l'article 60 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après « le Code ») qui se lit comme suit :

« § 7. L'opérateur d'une interface électronique est tenu, pour les livraisons de biens et prestations de services, qui ont lieu par l'intermédiaire de l'interface électronique gérée par cet opérateur, par des fournisseurs de biens établis en Belgique, par des prestataires de services établis en Belgique, à des clients établis en Belgique, de tenir les livres, pièces et documents appropriés, lesquels permettent à l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée de contrôler la bonne perception de la taxe.

L'opérateur d'une interface électronique peut déterminer librement l'endroit de conservation des livres, pièces et documents visés à l'alinéa 1^{er}, à condition qu'il puisse tenir ceux-ci, à chaque réquisition et sans retard injustifié, à disposition de l'administration ayant la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions. Si ces livres, pièces et documents sont conservés sous format électronique, un accès en ligne complet aux données concernées en Belgique doit être garanti à l'administration.

Les livres, pièces et documents visés à l'alinéa 1^{er} doivent être conservés durant sept ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle à laquelle les données relatives aux livraisons et aux prestations se rapportent.

Dès qu'une interface électronique est utilisée pour la première fois lors d'une livraison de biens ou d'une prestation de services, telles que visées à l'alinéa 1^{er}, l'opérateur de cette interface électronique est tenu d'en informer l'administration en charge de la taxe sur la

¹ Doc. 55 1540/001

² La proposition de loi définit la notion d'opérateur d'interface électronique comme suit : « une personne physique ou morale qui, à titre onéreux ou non, gère une interface électronique et offre à des fournisseurs de biens ou à des prestataires de services potentiels, la possibilité de communiquer avec des clients grâce à cette interface électronique ». La notion d'interface électronique est, pour sa part, définie comme suit : « une place de marché, une plateforme, un portail ou un moyen électronique similaire, qui permet à un fournisseur de biens ou à un prestataire de services de communiquer avec un client ».

valeur ajoutée selon les conditions et modalités fixées par le ministre des Finances ou son délégué ».

3. Dans le commentaire des articles, les auteurs de la proposition de loi indiquent les données qui devront être conservées en application du nouvel article 60 § 7 du Code :

« 1° le nom ou la dénomination sociale du fournisseur de biens ou du prestataire de services, ainsi que l'adresse de son siège social ou administratif ou, à défaut d'un tel siège, son domicile ou lieu de résidence habituel;

2° si le fournisseur de biens ou le prestataire de services est enregistré auprès de l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée: son numéro d'identification à la TVA visé à l'article 50 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée ou, à défaut, le numéro d'identification à la TVA attribué dans un autre État membre;

3° le nom ou la dénomination sociale du client établi en Belgique ainsi que l'adresse de son siège social ou administratif ou, à défaut d'un tel siège, son domicile ou lieu de résidence habituel;

4° si l'acheteur établi en Belgique est enregistré à la TVA: son numéro d'identification à la TVA visé à l'article 50 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

5° pour toute livraison de biens ou toute prestation de services visée à l'article 4 de la proposition de loi: la dénomination habituelle des biens livrés et des services fournis, leur quantité, l'objet des services, la date de la livraison des biens ou de la prestation des services, le lieu de départ du transport ou de l'expédition des biens, le lieu de destination des biens, le prix facturé au client et le montant de la TVA facturée au client;

6° pour tout fournisseur de biens ou prestataire de services qui utilise l'interface électronique: le chiffre d'affaires total par an, hors TVA, des livraisons de biens et des services visés à l'article 4 de la proposition de loi »

II. EXAMEN DE LA DEMANDE D'AVIS

a) Applicabilité du RGPD

4. Lorsque les acheteurs ou les vendeurs sont des personnes physiques, les données conservées en application de l'article 4 de la proposition de loi sont des données à caractère personnel dont le traitement doit être conforme au RGPD.

b) Proportionnalité de l'obligation de conservation des données

5. L'Autorité souligne que la proposition de loi aboutit **à créer des bases de données centralisées** auprès des opérateurs d'une interface électronique qui reprennent des données relatives aux achats que des personnes physiques ou morales effectuent sur l'interface électronique. La création de telles bases de données **constitue une ingérence importante** dans les droits et libertés des personnes concernées.
6. L'Autorité rappelle que toute ingérence dans le droit au respect de la protection des données à caractère personnel, en particulier lorsque l'ingérence s'avère importante comme c'est le cas en l'espèce, n'est admissible que **si elle encadrée par une norme suffisamment claire et précise et dont l'application est prévisible pour les personnes concernées**. Ainsi, toute norme encadrant des traitements de données à caractère personnel, en particulier lorsque ceux-ci constituent une ingérence importante dans les droits et libertés des personnes concernées, doit répondre **aux exigences de prévisibilité et de précision**. La réglementation doit, en particulier, préciser la ou les finalité(s) précise(s) du traitement, les types de données traitées qui sont nécessaires pour la réalisation de cette finalité, les catégories de personnes concernées à propos desquelles des données seront traitées, les destinataires ou catégories de destinataire auxquels leurs données sont communiquées, les circonstances dans lesquelles elles seront communiquées ainsi que toutes mesures visant à assurer un traitement licite et loyal des données à caractère personnel.
7. Outre l'exigence de légalité, une ingérence dans le droit au respect de la protection des données n'est admissible que si elle est **nécessaire et proportionnée** à l'objectif qu'elle poursuit.
8. L'Autorité constate que **l'objectif poursuivi** – veiller à une bonne perception de la taxe sur la valeur ajoutée – **est légitime**. Elle s'interroge toutefois sur la nécessité et la proportionnalité de l'obligation de conservation des données qui est imposée par la proposition de loi. Elle invite donc les auteurs de la proposition de loi à examiner, et à justifier, la nécessité et la proportionnalité de cette nouvelle obligation de conservation des données. Elle estime, en particulier, important que les auteurs de la proposition s'interrogent sur – et justifient – la nécessité et la proportionnalité des données qui devront

être conservées sur cette base et veillent à ce que la proposition de loi respecte le principe de minimisation des données (voir plus bas).

c) Finalité(s) de la conservation des données

9. Conformément à l'article 5.1.b) du RGPD, un traitement de données à caractère personnel ne peut être réalisé que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes.
10. L'Autorité constate que la finalité de la conservation des données visée par l'article 4 de la proposition de loi est **définie explicitement dans cette disposition et qu'il s'agit d'une finalité légitime** puisqu'il s'agit de permettre à l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée de contrôler la bonne perception de la taxe

d) Catégories de données et personnes concernées

11. L'article 5.1.c) du RGPD prévoit que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités visées (principe de "minimisation des données")
12. L'article 4 de la proposition de loi ne détermine pas précisément les données qui doivent être conservées puisqu'il indique uniquement que les opérateurs d'interface électronique doivent tenir « *les livres, pièces et documents appropriés, lesquels permettent à l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée de contrôler la bonne perception de la taxe* ». Le commentaire des articles est plus explicite et liste les différentes catégories de données qui devraient être conservées. L'Autorité demande aux auteurs de la proposition **d'examiner – et de justifier – si toutes ces données doivent nécessairement être conservées pour permettre à l'administration fiscale de s'assurer que la taxe sur la valeur ajoutée a été correctement perçue** lors des livraisons de biens et prestations de services, qui ont lieu par l'intermédiaire de l'interface électronique gérée par cet opérateur, par des fournisseurs de biens établis en Belgique, par des prestataires de services établis en Belgique, à des clients établis en Belgique. L'Autorité rappelle, à cet égard, que **la proposition de loi doit respecter le principe de minimisation des données**. En outre, l'Autorité rappelle qu'afin d'assurer une prévisibilité suffisante au traitement de données, il est **nécessaire d'inscrire dans la proposition de loi**, et pas uniquement dans les travaux préparatoires, les catégories de données qui doivent être conservées par les opérateurs d'interface électronique. .

e) Délai de conservation

13. En vertu de l'article 5.1.e) du RGPD, les données à caractère personnel ne peuvent pas être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée excédant celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées.
14. L'Autorité constate que la proposition de loi prévoit une durée de conservation de 7 ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle à laquelle les données relatives aux livraisons et aux prestations se rapportent. **L'Autorité en prend note.**

f) Responsable du traitement

15. La proposition de loi ne désigne pas explicitement le responsable du traitement. Toutefois, **il ressort implicitement mais certainement de la proposition de loi que l'opérateur de l'interface en ligne est le responsable du traitement** pour la conservation des données en exécution de son article 4. **L'Autorité en prend note.**

PAR CES MOTIFS,

L'Autorité invite les auteurs de la proposition de loi à apprécier, et à justifier, la proportionnalité de l'obligation de conservation des données par les opérateurs d'interfaces électroniques et à s'assurer que les données qui doivent être conservées en application de l'article 4 de la proposition de loi respectent le principe de minimisation des données. En outre, l'Autorité estime que la proposition de loi doit préciser les catégories de données qui doivent être conservées en application de son article 4.

Pour le Centre de Connaissances,
(sé) Alexandra Jaspar, Directrice



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 158/2021 van 10 september 2021

Betreft: Adviesaanvraag over een wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, teneinde de operatoren van een elektronische interface hoofdelijk aansprakelijk te maken voor de betaling van de btw (CO-A-2021-154)

Het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit"),
aanwezig: mevrouw Marie-Hélène Descamps, mevrouw Alexandra Jaspar, en de heren Yves-Alexandre de Montjoye, Bart Preneel et Frank Robben;

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van mevrouw Eliane Tillieux, Kamervoorzitter, ontvangen op 15 juli 2021;

Gelet op het verslag van Alexandra Jaspar;

Brengt op 10 september 2021 het volgende advies uit:

I. ONDERWERP EN CONTEXT VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. De Kamervoorzitter, mevrouw Eliane Tillieux, vroeg op 15 juli het advies van de Autoriteit over een wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, teneinde de operatoren van een elektronische interface hoofdelijk aansprakelijk te maken voor de betaling van de btw (hierna "het wetsvoorstel")¹.
2. Het wetsvoorstel beoogt met name de operatoren van een elektronische interface te verplichten² de gegevens te bewaren die de bevoegde belastingadministratie nodig heeft om te controleren of de gebruikers van de elektronische interfaces de btw-wetgeving naleven. Artikel 4 van het wetsvoorstel voorziet in de invoering van een § 7 bij artikel 60 van het Wetboek van belasting over de toegevoegde waarde (hierna "het wetboek" genoemd), dat als volgt luidt:

"§ 7. Met betrekking tot goederen die door in België gevestigde leveranciers worden geleverd en diensten die door in België gevestigde dienstverrichters worden verstrekt aan in België gevestigde klanten door middel van een elektronische interface, houdt de operator van die elektronische interface de passende boeken, stukken en documenten bij opdat de voor de belasting over de toegevoegde waarde bevoegde diensten kunnen waken over de correcte inning van die belasting.

De operator van een elektronische interface bepaalt zelf waar hij de in het eerste lid bedoelde boeken, stukken en documenten bewaart, mits hij ze op verzoek en zonder ongegronde vertraging ter beschikking kan stellen van de voor de belasting over de toegevoegde waarde bevoegde diensten. Ingeval die boeken, stukken en documenten elektronisch worden bijgehouden, moet hij de voor België relevante gegevens volledig online toegankelijk stellen voor die diensten.

De in het eerste lid bedoelde boeken, stukken en documenten worden gedurende zeven jaar bewaard, met ingang van 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarop de gegevens inzake leveringen van goederen of verstrekkingen van diensten betrekking hebben

Zodra bij het leveren van goederen of het verstrekken van diensten, als bedoeld in het eerste lid, voor het eerst een elektronische interface wordt gebruikt, stelt de operator van

¹ DOC 55 1540/001

² In het wetsvoorstel wordt het begrip "operator van de elektronische interface" als volgt gedefinieerd: "een natuurlijke of rechtspersoon die al dan niet tegen betaling een elektronische interface beheert en potentiële leveranciers van goederen en verstrekkers van diensten via die elektronische interface de mogelijkheid biedt met klanten te communiceren". Het begrip elektronische interface wordt op zijn beurt als volgt gedefinieerd: "een marktplaats, een platform, een portaal of een soortgelijk elektronisch middel aan de hand waarvan een leverancier van goederen of een verstrekker van diensten met een potentiële klant kan communiceren ».

die elektronische interface de voor de belasting over de toegevoegde waarde bevoegde diensten daarvan in kennis, rekening houdend met de voorwaarden en nadere regels die de minister van Financiën of diens gemachtigde ter zake bepaalt".

3. In de toelichting bij de artikelen geven de auteurs van het wetsvoorstel aan welke gegevens op grond van het nieuwe artikel 60, § 7, van het wetboek zullen moeten worden bewaard:

"1° de naam of de maatschappelijke benaming van de leverancier van goederen of de verstrekker van diensten, evenals het adres van zijn maatschappelijke of administratieve zetel of, bij ontstentenis van een dergelijke zetel, het adres van zijn domicilie of zijn gebruikelijke woonplaats;

2° indien de leverancier van goederen of de verstrekker van diensten geregistreerd is bij de dienst belast met de belasting over de toegevoegde waarde: zijn btw-identificatienummer als bedoeld in artikel 50 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde of, bij ontstentenis daarvan, het in een andere lidstaat toegekende btw-identificatienummer

3° de naam of de maatschappelijke benaming van de in België gevestigde klant, evenals het adres van zijn maatschappelijke of administratieve zetel of, bij ontstentenis van een dergelijke zetel, het adres van zijn domicilie of zijn gebruikelijke woonplaats;

4° indien de in België gevestigde koper geregistreerd is bij de btw: zijn btw-identificatienummer als bedoeld in artikel 50 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde;

5° voor elke levering van goederen of verstrekking van diensten als bedoeld in artikel 4 van het wetsvoorstel: de gebruikelijke benaming van de geleverde goederen en verstrekte diensten, de hoeveelheid, het voorwerp van de diensten, de datum van de levering van de goederen of verstrekking van de diensten, de vertrekplaats van het transport of van de verzending van de goederen, de bestemming van de goederen, de aan de klant gefactureerde prijs en het aan de klant gefactureerde btw-bedrag;

6° voor elke leverancier van goederen of verstrekker van diensten die de elektronische interface gebruikt: de totale omzet per jaar (exclusief btw) uit de in artikel 4 van dit wetsvoorstel bedoelde goederen en diensten .

II. ONDERZOEK VAN DE ADVIESAANVRAAG

a) Toepasselijkheid van de AVG

4. Wanneer kopers of verkopers natuurlijke personen zijn, zijn de gegevens die krachtens artikel 4 van het wetsvoorstel worden bewaard, persoonsgegevens die in overeenstemming met de AVG moeten worden verwerkt.

b) Proportionaliteit van de verplichte bewaring van de gegevens

5. De Autoriteit wijst erop dat het wetsvoorstel leidt **tot de oprichting van gecentraliseerde gegevensbanken** bij de operatoren van een elektronische interface die gegevens bevatten over aankopen die door natuurlijke of rechtspersonen via de elektronische interface zijn gedaan. De oprichting van dergelijke gegevensbanken is een **aanzienlijke aantasting van de** rechten en vrijheden van de betrokkenen.
6. De Autoriteit herhaalt nogmaals dat elke aantasting van het recht op eerbiediging van de bescherming van persoonsgegevens, in het bijzonder wanneer het gaat om een aanzienlijke aantasting, alleen is toegestaan **indien zij wordt omkaderd door een norm die voldoende duidelijk en nauwkeurig is waarvan de toepassing voor de betrokken personen te voorzien is** Elke norm die een verwerking van persoonsgegevens omkadert, met name wanneer deze een aanzienlijke aantasting van de rechten en vrijheden van de betrokkenen inhoudt, moet derhalve voldoen aan **de eisen van voorspelbaarheid en nauwkeurigheid** De regelgeving moet in het bijzonder het volgende vermelden: het(de) precieze doeleinde(n) van de verwerking, de soorten verwerkte gegevens die nodig zijn voor het verwezenlijken van dat doeleinde, de categorieën van betrokkenen over wie de gegevens zullen worden verwerkt, de ontvangers of categorieën van ontvangers aan wie hun gegevens worden meegedeeld, de omstandigheden waarin zij worden meegedeeld, evenals alle maatregelen die een rechtmatige en behoorlijke verwerking van de persoonsgegevens tot doel hebben.
7. Naast het legaliteitsvereiste is een aantasting van het recht op eerbiediging van gegevensbescherming alleen toelaatbaar indien zij **noodzakelijk is en evenredig is** met het nagestreefde doel.
8. De Autoriteit merkt op **dat het nagestreefde doeleinde** - te zorgen voor een correcte inning van de belasting over de toegevoegde waarde - **legitiem is**. Zij plaatst echter vraagtekens bij de noodzaak en de evenredigheid van de door het wetsvoorstel opgelegde verplichting tot gegevensbewaring. Zij verzoekt de auteurs van het wetsvoorstel derhalve de noodzaak en evenredigheid van deze nieuwe verplichting tot gegevensbewaring te onderzoeken en te rechtvaardigen. Zij acht het met name van belang dat de auteurs van het voorstel de noodzaak en evenredigheid van de op deze basis te bewaren

gegevens in overweging nemen - en rechtvaardigen - en ervoor zorgen dat het wetsvoortel het beginsel van de minimale gegevensverwerking eerbiedigt (zie hieronder).

c) Doeleinde(n) van de gegevensbewaring

9. Overeenkomstig artikel 5.1.b), van de AVG, mag een verwerking van persoonsgegevens enkel worden verricht voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden.
10. De Autoriteit merkt op dat het doel van de bewaring van gegevens als bedoeld in artikel 4 van het wetsvoorstel in **deze bepaling uitdrukkelijk wordt omschreven en dat het een gerechtvaardigd doel is**, aangezien het de administratie belast met de belasting op de toegevoegde waarde in staat moet stellen de correcte inning van de belasting te controleren.

d) Categorieën van gegevens en betrokkenen

11. Artikel 5.1.c), van de AVG bepaalt dat persoonsgegevens toereikend, ter zake dienend en beperkt moeten zijn tot wat noodzakelijk is voor de beoogde doeleinden (beginsel van "minimale gegevensverwerking").
12. Artikel 4 van het wetsvoorstel bepaalt niet precies welke gegevens moeten worden bewaard, aangezien het alleen stelt dat operatoren van elektronische interfaces de volgende gegevens moeten bewaren *"boeken, stukken en documenten opdat de voor de belasting over de toegevoegde waarde bevoegde diensten kunnen waken over de correcte inning van die belasting"*. De toelichting bij de artikelen is explicieter en geeft een opsomming van de verschillende categorieën gegevens die zouden moeten worden bewaard. De Autoriteit verzoekt de **auteurs te onderzoeken - en te rechtvaardigen - of al deze gegevens moeten worden bewaard om de belastingadministratie in staat te stellen zich ervan te vergewissen dat de belasting over de toegevoegde waarde** correct is geïnd voor leveringen van goederen en diensten die via de door deze operator beheerde elektronische interface plaatsvinden, door in België gevestigde leveranciers van goederen, door in België gevestigde leveranciers van diensten, aan in België gevestigde klanten. In dit verband herinnert de Autoriteit **eraan dat het wetsvoorstel het beginsel van de minimale gegevensverwerking moet eerbiedigen**. Voorts herinnert de Autoriteit eraan dat het met het oog op een voldoende voorspelbaarheid van de gegevensverwerking **noodzakelijk is om in het wetsvoorstel**, en niet alleen in de voorbereidende werkzaamheden, de categorieën gegevens op te nemen die door operatoren van elektronische interfaces moeten worden bewaard.

e) Bewaartermijn

13. Krachtens artikel 5.1.e) van de AVG mogen persoonsgegevens niet langer worden bewaard in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt (minimale gegevensverwerking).
14. De Autoriteit merkt op dat het wetsvoorstel voorziet in een bewaartermijn van 7 jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarop de gegevens over leveringen en diensten betrekking hebben. **De Autoriteit neemt hiervan nota.**

f) Verwerkingsverantwoordelijke

15. Het wetsvoorstel wijst de verwerkingsverantwoordelijke niet expliciet aan. Uit het wetsvoorstel blijkt echter impliciet, **maar wel degelijk duidelijk, dat de operator van de online-interface de verantwoordelijke is voor de** bewaring van gegevens overeenkomstig artikel 4 van het wetsvoorstel. **De Autoriteit neemt hiervan nota.**

OM DIE REDENEN,

De Autoriteit verzoekt de auteurs van het wetsvoorstel de evenredigheid van de verplichting tot het bewaren van gegevens voor operatoren van elektronische interfaces te beoordelen en te rechtvaardigen, en ervoor te zorgen dat de krachtens artikel 4 van het wetsvoorstel te bewaren gegevens voldoen aan het beginsel van de minimale gegevensverwerking. De Autoriteit is van oordeel dat in het wetsvoorstel moet worden gespecificeerd welke categorieën gegevens moeten worden bewaard op grond van artikel 4 van het wetsvoorstel.



Voor het Kenniscentrum
Alexandra Jaspar, Directeur

